

Le «Yougo tessinois» qui joue les trublions

SUISSE-UE Nenad Stojanovic a surpris toute la Suisse politique en lançant un référendum contre la loi qui doit juguler l'immigration. Il veut défier l'UDC sur son terrain favori, la votation populaire

MICHEL GUILLAUME
@mfguillaume

C'est l'itinéraire d'un immigré aussi brillant que fonceur. A l'âge de 16 ans, Nenad Stojanovic fuit la guerre en ex-Yougoslavie pour finir par arriver à Lugano. A 25 ans, il maîtrise déjà les trois langues nationales et devient correspondant parlementaire alors qu'il n'a pas encore le passeport suisse - obtenu en 2003. Et aujourd'hui, ce politologue de 41 ans joue les trouble-fêtes dans le dossier européen.

Nenad qui? «Stojanovic», avec un accent aigu sur le «c» en serbo-croate bosnien. Dans les médias audiovisuels, certains peinent à articuler le nom de cet inconnu du grand public qui, le 28 décembre 2016 à 11h14, a sorti la Suisse de la torpeur des fêtes de fin d'année. Sur Twitter, il annonce un référendum contre la loi d'application de l'initiative UDC «Contre l'immigration de masse». En renonçant à introduire des contingents, cette loi d'application s'éloigne tant de l'article constitutionnel approuvé par le peuple le 9 février 2014 que le Tessinois propose de la soumettre en votation, de manière à ce que le peuple légitime la décision des Chambres.

«Un détournement de la démocratie»

En un mois, Nenad Stojanovic est passé de l'ombre à la lumière. Même l'UDC a tenu à l'inviter lors de son assemblée générale du 14 janvier dernier au Châble (VS). L'intéressé ne s'est pas fait prier: «Je suis un Yougo tessinois», commence-t-il. En adoptant le jargon de l'UDC, quitte à renforcer certains clichés, Nenad Stojanovic met les rieurs de son côté. Cela s'arrête là. L'UDC n'apprécie plus du tout lorsqu'il ironise: «Si le parlement avait été fourbe à votre égard, il aurait fixé des contingents stricts comme l'exige votre initiative, par exemple à 30000 permis de travail, dont 1000 pour l'agriculture et 200 pour les paysans de l'UDC!» A un score sans appel, soit 285 voix contre 5, l'assemblée refuse de soutenir son référendum.



Nenad Stojanovic veut défier l'UDC par les outils de la démocratie directe et lance un référendum. (KEYSTONE/CHRISTIAN BEUTLER)

L'UDC a bien sûr flairé le piège d'une probable défaite. Quant aux partisans de la loi, ils sont tout aussi sceptiques: «Le référendum a été conçu pour

sanctionner une loi insatisfaisante, pas pour l'approuver. C'est un détournement de la démocratie», critique François Cherix, coprésident du Nouveau

mouvement européen suisse (Nomes).

Membre du PS et du Nomes comme le Vaudois, Nenad Stojanovic ne partage pas cet avis.

Dans le train qui l'emmène à son bureau de l'Université de Lucerne où il poursuit un projet de recherche, il déroule sa vie, comme pour mieux s'expliquer. Au printemps 1992, il n'a que 16 ans lorsqu'il entend les premières salves de tir de la guerre sur les collines de Sarajevo. Quelques jours plus tard, des snipers tirent sur la foule lors d'une manifestation pour la paix. Il quitte la capitale bosnienne le 16 avril, seul dans un bus, six mois avant que ses parents et ses trois frères et sœurs ne le rejoignent au Tessin. Coup de chance: Giacomo Grampa, recteur du Collegio Papio et futur évêque de Lugano, lui permet de fréquenter cette école catholique par laquelle sont passés plusieurs conseillers fédéraux tessinois.

«En Suisse, la démocratie directe renforce la cohésion nationale»

NENAD STOJANOVIC, POLITOLOGUE

Sera-t-il journaliste, politicien ou académicien? Le premier à repérer son talent est Moreno Bernasconi, alors rédacteur en chef de *Giornale del Popolo*. «Il était brillant, déterminé et déjà fasciné par les institutions suisses», témoigne-t-il. «Je l'ai envoyé à Berne comme correspondant parlementaire et il ne m'a pas déçu.»

Au Palais fédéral, Nenad Stojanovic se familiarise avec des institutions qui vont le fasciner par leur stabilité: elles résistent même à la montée des forces nationalistes et populistes. Or, ce combat devient une sorte de fil rouge dans sa vie.

Son premier «choc politique» remonte aux premières élections démocratiques en Bosnie en 1990: contrairement aux prédictions des sondages, celles-ci voient la victoire des forces ethno-nationalistes, qui raflent 75% des suffrages. Au Tessin, il assiste à l'as-

cession de la Lega. Entré au PS après avoir obtenu le passeport suisse en 2003, il est vite l'une des cibles favorites du journal dominical léguiste, *Il Mattino*. «Les gens qui portent un tel nom ne peuvent pas faire de la politique chez nous», l'apostrophe le premier leader de ce mouvement, Giuliano Bignasca.

Défier le parti de Blocher sur son propre terrain

Aujourd'hui, Nenad Stojanovic poursuit cette lutte face à l'UDC et sa politique isolationniste envers l'UE. Il fait confiance à la démocratie directe pour défier le parti de Christoph Blocher sur son terrain favori, celui de la votation populaire. «Alors qu'en Belgique, mes collègues politologues craignent qu'un tel système ne provoque la scission immédiate du pays, en Suisse, il renforce la cohésion nationale», affirme-t-il. Il brandit son expérience personnelle pour en témoigner. Comme il est de gauche, Tessinois et d'origine étrangère, il cumule trois statuts de minoritaire. «Et pourtant, je figure parmi les vainqueurs dans près de 50% des votations fédérales!»

Selon lui, c'est donc par la démocratie directe qu'il faut stopper l'UDC: le peuple ne cède pas toujours aux sirènes populistes. Pas plus tard que le 28 février 2016, il a ainsi rejeté la deuxième initiative de l'UDC «Pour le renvoi effectif des étrangers criminels».

Même si elles ne veulent pas s'engager publiquement, des personnalités très indépendantes comme l'ex-sénateur Dick Marty (PLR/TI) ou l'ancien vice-chancelier de la Confédération Oswald Sigg comprennent la démarche de Nenad Stojanovic. «Le référendum n'est pas seulement un instrument pour s'opposer à une loi. Il offre aux citoyens la possibilité de s'exprimer», déclare ainsi Oswald Sigg. «Ne pas voter rend service à l'UDC, qui aura beau jeu d'accuser le parlement de ne pas avoir respecté la Constitution», ajoute-t-il.

Encore faut-il que le comité référendaire parvienne à récolter 50000 signatures en moins de deux mois désormais. Le plus dur reste à faire. ■

La dernière réforme de Pierre-Yves Maillard

SANTÉ Le vieillissement de la société engorge les hôpitaux. Décidé à contrer cette évolution, Pierre-Yves Maillard profitera de sa dernière législature pour lancer une réforme unique en Suisse

«Du baby-boom, nous sommes passés au papy-boom», lance Pierre-Yves Maillard en même temps que son avant-projet de loi. «Pour assumer ce choc démographique, mieux vaut soigner et aider en tout temps à domicile qu'engorger les hôpitaux.» Le conseiller d'Etat socialiste vaudois, à l'aube de sa quatrième et dernière législature, prévoit une réforme qui devrait éviter les hospitalisations non nécessaires. Une première suisse.

Il propose ainsi de réunir en instances régionales des prestations actuellement dispersées, telles celles de l'aide et des soins à domicile et des réseaux de soins. Son projet de loi institue quatre régions de santé qui auront pour mission d'assurer un dispositif de soins et d'accompagnement cohérent pour

l'ensemble de la population de chaque région. Ces nouvelles prestations entraîneront un investissement de départ de l'ordre de 50 millions de francs sur trois ans, à partir de 2019. Des économies devraient être réalisées sur les montants octroyés aux hôpitaux confrontés en principe à une croissance plus faible de patients.

Renforcer les aides à domicile

80% des patients dans les hôpitaux ont 80 ans et plus. 58000 personnes ont aujourd'hui plus de 75 ans, elles seront 100000 en 2035. «L'espérance de vie est rallongée, ce qui est une bonne chose», commente le grand chef de la santé vaudoise. «Mais cela implique aussi une approche renouvelée des soins et des aides puisqu'il faudrait autrement mettre à disposition 500 lits d'hôpitaux et des milliers de lits d'EMS dans des délais irréalistes. Sans même parler des coûts», décrit-il. Solution: renforcer les aides à domicile, mais surtout apporter

sur place des véritables soins 24h/24 et 7j/7. De quoi éviter les séjours hospitaliers inutiles et coûteux, voire parfois néfastes au patient lui-même.

Avec la création de quatre régions de santé (Grand Lausanne, Est, Ouest et Nord vaudois vraisemblablement), Pierre-Yves Maillard espère voir grandir la collaboration et la mutualisation des compétences entre aides à domicile, infirmières et médecins. Les infirmières de pratique avancée seront mises en avant dans ce projet, afin qu'elles puissent prescrire des soins médicaux à la place des médecins, dont la profession connaît une pénurie. Le projet permettra de répondre à la demande de fin de vie à domicile.

L'avant-projet de loi sur les régions de santé (LRSa) tombe à deux mois des élections mais le timing importe peu, puisque «l'urgence démographique est là», selon la cheffe du Service de santé publique, Stéphanie Monod.

«Il n'existe aujourd'hui pas d'alternative à l'hôpital. Les acteurs travaillent en silo et les mécanismes de financement incitent à faire plus de prestations de soins pour la survie de leurs institutions. Nous proposons une modification des valeurs mêmes du système de santé. C'est un défi phénoménal!» se réjouit cette gériatre de profession. «Le système de santé s'est construit cahin-caha depuis plus d'un siècle. Cette réforme propose une nouvelle façon de lire la réalité.»

La cocasserie de cette réforme est qu'elle oblige Pierre-Yves Maillard à démanteler deux de ses propres lois, proposées lorsqu'il était entré en fonction. «Il est nécessaire aujourd'hui de refaire cette architecture législative, sans revenir sur les acquis, indépendamment du calendrier politique ou électoral», concède-t-il. ■

AÏNA SKJELLAUG AVEC LES AGENCES
@AinaSkjellaug

EN BREF

JO 2026: un élu opposé à la candidature valaisanne

La candidature de Sion aux Jeux olympiques de 2026 ne passera pas sans débat. Membre de l'exécutif communal de la capitale valaisanne, Christophe Clivaz fait part de son scepticisme dans une interview accordée lundi au *Nouveliste*. L'élu vert ne cache pas son opposition à une candidature olympique. Professeur à l'Institut de géographie et durabilité de l'Université de Lausanne, spécialiste de la gouvernance touristique, il précise s'exprimer à titre professionnel. **ATS**

Ex-ministre gambien: le MPC reprend le cas

Le Ministère public de la Confédération (MPC) reprend la main dans l'affaire de l'ex-ministre gambien Ousman Sonko, qui a demandé l'asile en Suisse. Soupçonné de crimes contre l'humanité, il est actuellement en détention provisoire après une décision du Ministère public bernois. Le parquet général du canton de Berne a demandé au MPC de se déterminer sur sa compétence dans l'affaire. **ATS**

MAIS ENCORE

Bilan positif au tunnel de base du Gothard

Après presque deux mois d'exploitation du tunnel de base du Gothard, les CFF tirent un premier bilan. La mise en service s'est déroulée avec succès, malgré quelques retards constatés. L'affluence dans les trains InterCity et EuroCity a augmenté de 30% environ par rapport à la même période de l'année précédente, écrivent les CFF. **ATS**